

Luis Martinez

L'AFRIQUE,
LE PROCHAIN CALIFAT ?

*La spectaculaire expansion
du djihadisme*

TALLANDIER

Cartes : Légendes cartographie / Éditions Tallandier, 2023

© Éditions Tallandier, 2023 pour la présente édition
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4918-5

À Naël.

INTRODUCTION

L'Afrique : un terreau fertile pour les groupes djihadistes

En août 2021, les forces américaines se retirent d'Afghanistan après vingt ans de conflit sans objectifs précis. Ce retrait est aussitôt salué par Iyad Ag Ghali, le chef du GSIM (Groupe de soutien de l'islam et des musulmans) au Sahel et qui estime que : « La France est notre ennemi historique dans cette partie du monde islamique¹. » Cette victoire de « l'émirat islamique d'Afghanistan » est le résultat de « deux décennies de patience » précise-t-il, afin d'exhorter ses combattants au Sahel à exploiter cette ressource stratégique qu'est le temps. En effet, à défaut de vaincre dans une guerre frontale, les groupes djihadistes au Sahel appliquent une stratégie de harcèlement jusqu'à épuiser moralement et politiquement leurs ennemis afin de les contraindre à renoncer à combattre : « Le plus important, c'est d'être présents sur la plus vaste zone géographique possible, d'œuvrer tous les jours à harceler l'ennemi là où il se trouve, de gagner l'adhésion populaire, d'adopter la guérilla »,

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

explique-t-il. L'Afghanistan des Talibans sonne comme une illustration de ce qu'il faut faire au Sahel. À l'instar des États-Unis en Afghanistan, la France et l'Europe sont engagées au Sahel dans une guerre commencée il y a dix ans au Mali et aux objectifs incertains et ambigus. Pour les groupes djihadistes, cette présence militaire étrangère est une aubaine tant elle renforce leur discours. Ces derniers inscrivent leur combat dans un récit religieux et social dans lequel ils se définissent comme les défenseurs et les protecteurs d'un territoire et des populations spoliées par les forces étrangères avec la complicité des régimes « impies » : « Nous sommes présents dans l'ouest du monde islamique. Nous voulons appeler au sursaut de la Oumma [la communauté musulmane], combattre l'occupant français, ses alliés et ses agents », clame Iyad Ag Ghali. Avec intelligence et habileté, il exploite la présence militaire de la France, l'expulsion coloniale, comme un levier de mobilisation : « Votre ennemi historique occupe vos maisons, veut pervertir votre religion et voler vos richesses. Levez-vous pour le combattre et sortez de vos terres humiliées comme l'ont fait vos ancêtres. » Force est de constater que l'appel a été entendu : « Aujourd'hui les djihadistes recrutent sur WhatsApp. Il faut arrêter l'hémorragie », affirme l'imam Hama Cissé, témoin impuissant face au ralliement de la jeunesse peule derrière le chef charismatique de la *katiba* Macina*, Amadou Koufa².

* La *katiba* Macina est un groupe djihadiste, dirigé par Amadou Koufa, créé en 2015 et affilié à AQMI. La *katiba* est très active dans le centre du Mali.

INTRODUCTION

Dix ans après l'intervention Serval, l'opération militaire française qui stoppe, à la demande des autorités maliennes, les colonnes de djihadistes en route vers Mopti puis Bamako, les groupes djihadistes ont étendu leurs zones d'influence jusqu'au golfe de Guinée et tiennent en échec les forces militaires censées les neutraliser. Leurs attaques en Afrique subsaharienne sont devenues quotidiennes : massacres de civils au Mali, au Niger et au Burkina Faso ; attaques de villages au nord du Togo ; prises d'assaut d'une ville pétrolière au Mozambique. Une certaine routine de la violence djihadiste semble s'être installée. Pendant une décennie, nous avons beaucoup insisté en France sur comment les combattre au travers de l'opération Barkhane, opération qui a remplacé Serval, en 2014, et qui a pour objectif de lutter contre les groupes djihadistes dans toute la région avec le soutien des pays du Sahel, mais peu souligné les raisons de leur émergence. Quasi inexistantes il y a vingt ans, les groupes djihadistes occupent aujourd'hui des zones entières dans le nord du Mali, dans le Liptako-Gourma – la région des trois frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali – et une partie du bassin du lac Tchad. Ils sont influents à la frontière entre le Bénin et le Nigeria et au nord du Togo. Ils menacent très clairement le golfe de Guinée, s'implantent dans l'est de la république démocratique du Congo et dans la riche province gazière du Cabo Delgado au Mozambique, pour la plus grande crainte de Total engagé dans un projet d'exploitation de mégagisements de gaz au large des côtes³.

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

Les raisons de ce succès sont multiples. Elles tiennent d'abord à leur dénonciation de l'injustice qui fait écho aux populations civiles et à leur remarquable capacité d'adaptation à leur environnement. Expérimentés par les échecs de l'État islamique en Irak et en Syrie, les groupes djihadistes en Afrique investissent dans des régions rurales ou côtières éloignées des capitales (les îles du lac Tchad, les forêts, etc.) et font leur les critiques des populations locales contre des gouvernements qualifiés d'injustes et corrompus. De plus, ils exploitent le sentiment d'abandon et de relégation de communautés discriminées (Touaregs, Kanuris, Peuls, etc.) qui trouvent dans l'insurrection djihadiste un instrument à même de renverser l'ordre politique et économique postcolonial favorable à des élites urbaines indifférentes à leur sort.

Politiquement marginalisées, économiquement oubliées, démographiquement dépassées, ces communautés ont trouvé un exutoire dans les groupes djihadistes. Ces derniers ont réussi à capitaliser ce sentiment d'abandon et offrent comme perspective salutaire un nouvel ordre politique et religieux dans le cadre d'émirats islamiques. L'enjeu n'est pas la conquête des villes, mais la construction de relais, au sein de la population et surtout au sein des élites religieuses, à même de diffuser les objectifs de l'insurrection djihadiste : l'instauration d'émirats islamiques et l'application de la sharia. La mise en place de tribunaux islamiques vise à résoudre les nombreux contentieux locaux comme les conflits fonciers, souvent cause d'affrontements communautaires. Projet chimérique, ambition utopique sans doute ; mais depuis une

INTRODUCTION

cinquantaine d'années, la région a vu émerger de très nombreuses élites religieuses formées en Arabie saoudite. Si elles ne cautionnent pas l'insurrection djihadiste, elles partagent avec celle-ci la volonté de mettre un terme à « la fiction » de ces républiques laïques héritées de la colonisation française. En fait, la crise soulève la question du rapport entre l'État et le religieux⁴.

En effet, les groupes djihadistes aspirent, dans un temps long, à remplacer l'État postcolonial et les institutions politiques par de nouvelles organisations fondées sur l'application du droit islamique, la sharia, dans le cadre d'État islamique ou d'émirat islamique. Si la zone sahélo-saharienne est l'épicentre historique de la recomposition des groupes djihadistes dans la région, ces derniers à la faveur de l'État islamique se déploient sur le continent. Ainsi, engagés dans un projet de longue durée, les djihadistes de l'EIGS (État islamique dans le Grand Sahara) ont commencé une entreprise de reconfiguration des espaces politiques. Ils ambitionnent de produire une identité qui transcende les appartenances au seul État-nation issu de l'héritage colonial⁵. Dans cet environnement sous-peuplé, avec une présence de l'État virtuel, l'EIGS devient l'autorité politique transnationale. Dans la cartographie politique de l'État islamique, les « provinces » – c'est-à-dire les territoires qui ont fait allégeance à l'État islamique – deviennent de plus en plus importantes dans le califat. Elles sont souvent qualifiées de « franchises » de l'État islamique en raison de la difficulté à vérifier l'empreinte réelle de ces territoires au califat⁶.

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

En 2021, le journal officiel de l'État islamique, *Al-Naba*, consacre la moitié de ses unes à l'Afrique⁷. La plus surprenante est celle de l'allégeance des ADF (Allied Democratic Forces), dans l'est du Congo, à l'État islamique. Les ADF forment une coalition de groupes armés musulmans originaires d'Ouganda opposés au régime du président Yoweri Museveni qui s'installent dans les années 1990 en RDC. En 2019, l'État islamique publie « la vidéo officielle de l'engagement, dans laquelle Baluku [chef des ADF] a réaffirmé son allégeance au calife de l'époque, Abou Bakr al-Baghdadi, sous la bannière de la "Province de l'Afrique centrale"⁸ ». En 2021, la progression de l'État islamique sur le continent est qualifiée d'« alarmante » par le secrétaire général des Nations unies⁹ et un expert du terrorisme annonce que : « L'Afrique va être le champ de bataille du djihad pendant les vingt prochaines années et [qu']elle va remplacer le Moyen-Orient¹⁰. » En réalité, jusqu'en 2009, date du début de l'insurrection de Boko Haram au nord du Nigeria, la question de la violence djihadiste en Afrique subsaharienne était un peu occultée¹¹. Pour beaucoup d'observateurs, elle relevait du mythe ou du complot tant il était difficile de penser l'implantation de groupes djihadistes sur le continent au-delà du groupe salafi-djihadiste somalien, les chebabs (*Harakat al-Chabab al Moudjahidin*). À juste titre, l'attention s'est focalisée sur la prédation des régimes, la corruption, les expériences de démocratisation depuis le discours de La Baule* puis sur le dynamisme

* En juin 1990, le président François Mitterrand réunit à La Baule des chefs d'État de pays africains et les encourage dans son discours d'ouverture à promouvoir des réformes politiques.

INTRODUCTION

des mouvements sociaux : « Y'en a marre » au Sénégal, « Le balai citoyen » au Burkina Faso¹². Dans les nombreux rapports de prospectives sur le devenir de l'Afrique, l'hypothèse de la réussite de la greffe de la violence djihadiste sur le continent était souvent absente. Toutefois, certains d'entre eux, excellents, pointaient les mutations de l'islam au sud du Sahara, l'émergence d'acteurs religieux urbains au sein de sociétés civiles dynamiques. Dans les années 2000, le débat portait sur la modernité de cet islam politique. Cette réislamisation de l'espace politique ne laissait pas entrevoir l'émergence de groupes djihadistes loin des capitales et au sein de communautés rurales abandonnées par les pouvoirs publics, dans ces « mondes oubliés » décrits par le géographe Christian Seignobos¹³.

Au cours de la décennie 2010, d'autres travaux ont interrogé les liens entre la révolution salafiste à l'œuvre sur le continent et l'idéologie djihadiste¹⁴ ou souligné l'influence des djihads portés par les confréries soufies du XIX^e siècle dans les discours des djihadistes actuels¹⁵. Notre compréhension des organisations djihadistes s'est alors considérablement améliorée également grâce aux témoignages de population déplacée, de prisonniers suspectés d'appartenance aux groupes et à de nombreux rapports, enquêtes et analyses d'ONG, de think tank, d'institutions internationales et de recherches académiques*. Si les premières analyses insistaient beau-

* J'ai été amené à réaliser plusieurs missions, entre 2015 et 2020, dans l'ensemble des pays du Sahel, du bassin du lac Tchad et du golfe de Guinée en tant qu'expert et responsable de projets pour l'Union européenne et d'autres institutions internationales et nationales.

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

coup sur les facteurs sociaux et économiques comme variables explicatives de l'émergence de ces groupes que l'on n'osait pas encore qualifier de djihadistes, d'autres facteurs apparaissent comme tout aussi déterminants, comme le succès de l'idéologie djihadiste et la stratégie réussie de ces entrepreneurs de la violence que sont leurs leaders. Alors que les groupes djihadistes étaient perçus au début seulement comme des voleurs de bétails, des narcotrafiquants, des contrebandiers, dotés d'un « vernis » djihadiste, la consolidation sur le continent d'Al-Qaïda et de l'État islamique est venue rappeler la dimension idéologique du combat mené par ces organisations.

Responsable scientifique de plusieurs programmes sur l'extrémisme violent dans la région, j'ai réalisé environ 60 missions de recherche et de coordination d'enquêtes de terrains ces dernières années. Dans le cadre de mes nombreux voyages dans la région (pays du Sahel, bassin du lac Tchad, Afrique de l'Ouest et golfe de Guinée), en tant que chercheur à Sciences Po et expert pour l'Union européenne, j'ai pu constater le succès de la stratégie d'implantation des groupes djihadistes depuis dix ans. Ma participation à des réunions comprenant des dirigeants politiques et militaires des États de la région m'a permis de saisir l'impréparation et le déni de ces responsables face à une telle menace. En 2015, à l'exception des autorités de la Guinée Conakry et du Bénin qui ont été les plus sensibles et réactives, les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

INTRODUCTION

étaient convaincus que le djihadisme était un problème malien que la France résoudrait rapidement grâce à sa présence militaire. Les attentats contre le restaurant *Le Cappuccino* et l'hôtel *Splendid*, le 15 janvier 2016, à Ouagadougou au Burkina Faso et celui du 13 mars 2016 dans la station balnéaire de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire ont provoqué une prise de conscience, toutefois beaucoup trop tardive pour le Burkina Faso.

Mes recherches sur les groupes djihadistes en Algérie durant la guerre civile (1991-1999) et en Libye m'ont aidé à comprendre les raisons du succès de l'insurrection djihadiste dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Les djihadistes ont réussi à obtenir le soutien des populations dans les régions où ils se déploient car ils apportent des ressources (de l'argent, des armes, des tribunaux) à des populations abandonnées par les États et, surtout, ils offrent à une certaine jeunesse l'espoir insensé d'une vie meilleure en les rejoignant. Les djihadistes, de la même manière que les salafistes, cassent les traditions dont le poids est parfois insupportable pour les jeunes, comme celui du paiement de la dot pour se marier. Son montant étant parfois exorbitant, ils imposent dans les villages qu'ils contrôlent des mariages à bas prix permettant aux jeunes sans argent de pouvoir fonder un foyer. L'insurrection djihadiste est portée par une jeunesse pauvre, « sortie de la brousse », vivant dans des régions où le salaire, lorsqu'on a un travail, ne dépasse pas les 50 euros par mois. Les États que combattent les djihadistes sont parmi les pays les plus pauvres au monde : en 2021, le PIB du Mali et du Burkina Faso ne dépasse

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

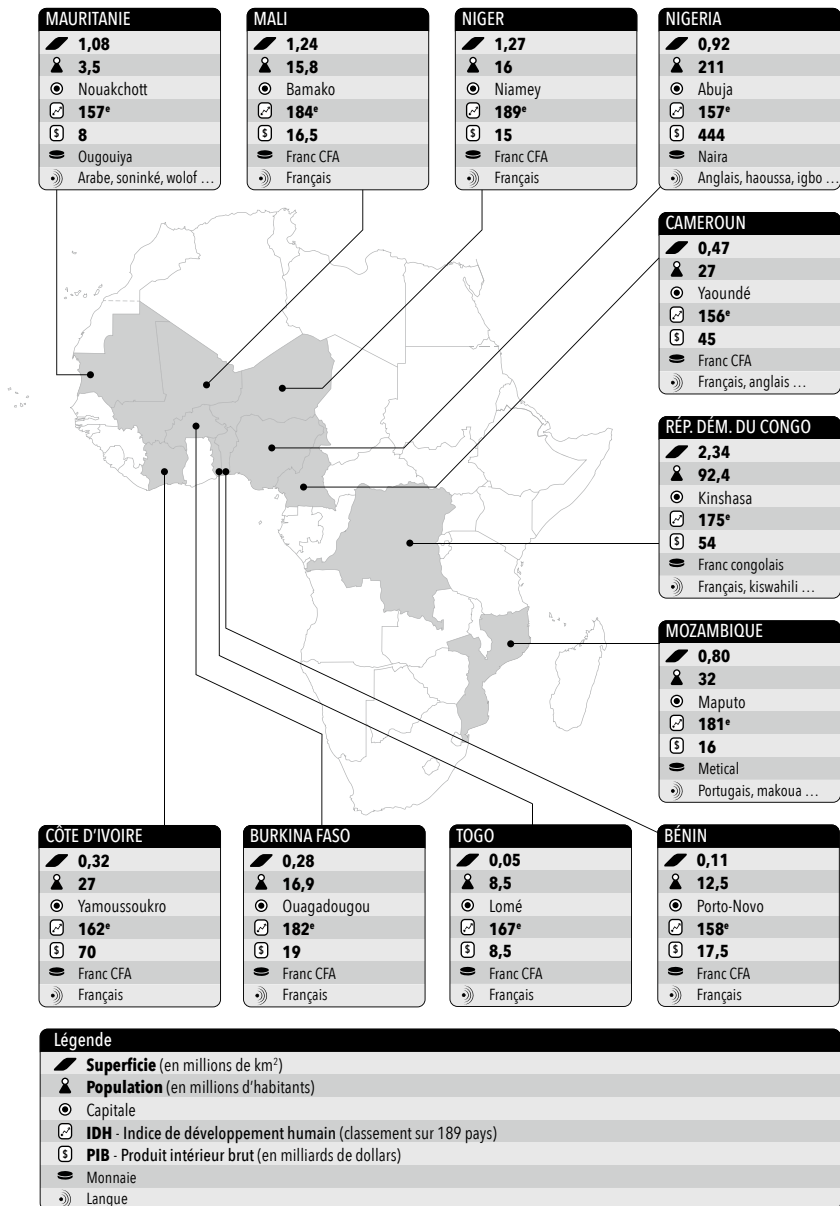
pas les 20 milliards de dollars chacun, celui du Togo est de 8,5 milliards de dollars – à titre de comparaison, celui de la France est de 2 937 milliards de dollars.

En juin 2019, j'accompagne une délégation au Togo. Nous partons de Lomé en voiture jusqu'à Dapaong, dans la région des Savanes, dans le nord. Plus de 800 kilomètres de routes afin d'évaluer la sécurité à la frontière entre le Togo et le Burkina Faso. Si pour les autorités locales la frontière est « sous contrôle », pour les chefs de villages, les djihadistes burkinabés étendent leur influence dans cette région du Togo. Pour résoudre ce problème, il faut créer des emplois pour les jeunes, soulignent-ils, sans quoi les djihadistes burkinabés n'auront pas besoin de traverser la frontière, « ce sont nos jeunes qui les rejoindront ».

À l'instar d'autres régions dans le monde, l'Afrique est confrontée à la diffusion violente du salafi-djihadisme et au projet politique d'instaurer des émirats islamiques sur les déboires des États-nations postcoloniaux. Le 1^{er} juillet 2008, dans un entretien au *New York Times*, le chef d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) soulignait : « Nous avons réussi à faire évoluer notre combat du local vers le régional et à élargir notre champ d'action aux autres pays maghrébins et au Sahel africain, contribuant ainsi à un renouveau djihadiste régional¹⁶. » Quinze ans après cette interview, force est de constater la réussite de cette stratégie de revivification du djihad sur le continent.

Cet essai explique les facteurs de l'expansion réussie des groupes djihadistes et ses conséquences dramatiques

Pauvreté et inégalité en Afrique subsaharienne



Sources : FMI, BM, PNUD.

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

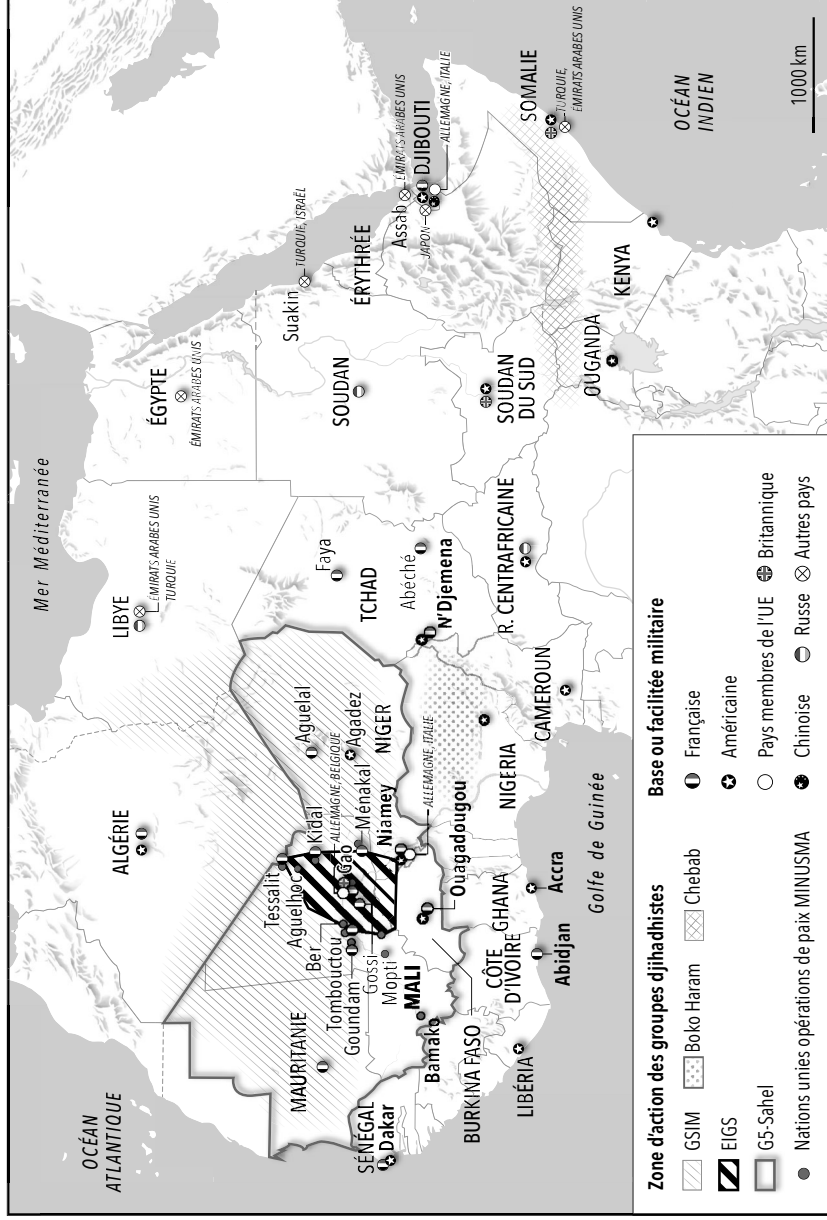
pour les populations. Il interroge les suites de ce phénomène pour la France, ex-puissance coloniale, et pour la Chine, nouvelle puissance commerciale du continent. Il analyse comment les gouvernements de cette région s'efforcent de combattre cette menace existentielle pour leurs États avec le soutien, parfois, de pays comme la Russie. Le califat réussira-t-il en Afrique à consolider ses *wilayas* (« provinces ») ? En somme, l'Afrique est-elle l'avenir du califat ? Aujourd'hui, il nous est difficile d'imaginer une telle perspective. Mais il faut garder à l'esprit que dans la Libye socialiste et révolutionnaire de Kadhafi (1969-2011), nul ne pouvait imaginer qu'en 2015 Syrte deviendrait la capitale de la province de l'État islamique dans ce pays. De même, il était impensable d'imaginer que dans l'Irak de Saddam Hussein (1979-2003) et la Syrie des Assad un califat serait proclamé, en juin 2014, à la frontière syro-irakienne, ôtant toute légitimité à ces deux États du Moyen-Orient : « Nous précisons aux musulmans, annonce le porte-parole de l'État islamique, qu'avec cette déclaration de califat, il incombe à tous les musulmans de prêter allégeance au calife Ibrahim et de le soutenir. La légalité de tous les émirats, groupes, États et organisations devient nulle du fait de l'extension de l'autorité du califat et de l'arrivée de ses troupes dans leurs régions¹⁷. » Défait au Moyen-Orient, l'État islamique déploie en Afrique sa « nouvelle frontière¹⁸ ». Mais force est de constater que, face à la dynamique de cette insurrection djihadiste sur le continent, les États les plus faibles dans la région, comme le Mali et le Burkina Faso, n'ont pas encore

INTRODUCTION

abdiqué, laissant entrevoir, après une décennie de violence, une forme de résilience salutaire pour l'avenir.

Le défi auquel est confronté le continent en ce début du XXI^e siècle est immense : celui de l'émergence d'une insurrection djihadiste porteuse de bouleversements politiques. La France, par son passé colonial et sa réponse militaire inappropriée, est le pays le plus exposé et celui qui a sans doute le plus à perdre. En effet, nous sommes démunis face à la puissance économique et financière de la Chine sur le continent ; trop réservés en comparaison de la brutalité des miliciens russes de Wagner contre les djihadistes. Pour ces derniers, nous sommes considérés comme un pays « ennemi de l'islam », ce que ne manque pas d'exploiter la diplomatie de la Turquie d'Erdogan. Nous verrons ici qu'après une décennie d'erreurs, la France comme l'Europe doivent tirer les leçons de leurs échecs face aux groupes djihadistes et repenser leur stratégie afin de ne pas subir le sort des États-Unis en Afghanistan.

L'épicentre du djihadisme en 2022



Sources : MINUSMA, G5-Sahel.

CHAPITRE PREMIER

AQMI prend le nord du Mali

En 2012, lorsque les djihadistes d'AQMI et leurs alliés touaregs du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) se lancent à l'assaut de l'Azawad, au nord du Mali, une onde de choc se propage dans le Sahel. En trois jours, ils prennent le contrôle des villes ; Kidal dans l'Adrar des Ifoghas, Tombouctou et Gao. Après des années d'errements dans le Sahara et le Sahel, les djihadistes d'AQMI réalisent enfin une attaque d'une puissance symbolique considérable ; le « 11 Septembre » du Sahel. Ils réveillent l'« esprit du djihad » dans une région qui – pour beaucoup d'observateurs – semblait immunisée contre les violences djihadistes. Pourtant, comme le rappelle l'historien canadien Paul E. Lovejoy, le djihad n'y est pas étranger, il a même « transformé une bonne partie de la savane et du Sahel aux XVIII^e et XIX^e siècles »¹. Or, il était alors un sujet négligé. Dans les études sur l'Afrique, sa signification est « largement ignorée » et la résurgence des djihads actuels interroge le fait d'avoir passé « sous silence les djihads du XVIII^e et

du XIX^e siècles. » La dénomination des groupes djihadistes est instructive tant elle souligne la volonté de ceux-ci d'effacer ce passé colonial et de revenir à un passé islamique réinventé. Si la colonisation a « éliminé artificiellement le mouvement djihadiste », les déboires politiques et économiques des États postcoloniaux offrent un terreau fertile à la réactualisation de cette utopie meurtrière. L'insurrection djihadiste réactualise ce passé africain oublié et ne manque pas de susciter l'effroi auprès de la France en particulier, et de l'Europe en général.

Le renversement du régime de Kadhafi, une aubaine

Ainsi, cette attaque surprise sur l'Azawad prend à revers la communauté internationale dont l'attention est fixée alors sur les « révolutions arabes ». En effet, le renversement du régime de Ben Ali, en 2010, est suivi par des manifestations en Libye, en Égypte et au Maroc. Un moment d'utopie démocratique parcourt la région et laisse espérer une sortie pacifique et inattendue de l'autoritarisme. Mais la guerre menée en Libye pour renverser le régime de Kadhafi provoque le désarroi des chefs d'État africains et l'amertume des populations qui vouaient au Colonel un sentiment de sympathie en raison de ses discours anticolonialistes et de sa politique panafricaniste. Beaucoup de chefs d'État au Sahel le diront avec amertume : « On ne nous a pas consultés » avant d'attaquer la Libye de Kadhafi. Car, en dépit des

critiques sur sa politique africaine, la Libye était un des rares pays arabes appréciés par la population du Sahel pour sa politique en faveur de l'Afrique.

En effet, en septembre 1999, lors du sommet extraordinaire de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à Syrte, Kadhafi lançait son ambitieux projet : « Un ensemble, dit-il, que l'on appellera les États-Unis d'Afrique. C'est la solution historique pour le continent². » La solution à la guerre et au sous-développement. « À mon sens, je pense que l'Afrique n'est absolument pas un continent pauvre. Il n'a peut-être pas de liquidités, mais des ressources, des matières premières. Je considère l'Afrique comme un continent riche. Il y a, d'une part, un veto des pays capitalistes sur l'Afrique. Ils ne veulent pas que notre continent se développe. D'autre part, ils veulent garder l'Afrique telle quelle, pour lui soutirer ses matières premières. » Les États-Unis d'Afrique, c'est l'opportunité de réaliser les infrastructures nécessaires aux investissements étrangers, la création d'un fonds africain, d'une banque africaine de développement et surtout d'une monnaie unique en Afrique. Pour Kadhafi, ce vaste projet constitue la solution au problème des frontières sur le continent. Au lieu de chercher à les modifier par la guerre, il faut les supprimer : « Si on décide que les Africains peuvent librement circuler et s'installer dans les différents pays du continent, on va enjamber ce problème de frontières. L'Afrique n'est pas comme l'Europe. L'Europe est composée de nations. L'Afrique est composée de tribus. Les tribus ont été déchirées par les pays colonisateurs. L'État, en Afrique, ne peut survivre,

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

car il est factice³. » Aussi au sommet de l'Union africaine, à Syrte, en février 2001, Kadhafi annonce « l'acte politique majeur », avec la reconnaissance de l'acte constitutif de l'Union africaine, qui avait été adopté à Lomé en juillet 2000. Le sommet de Syrte s'est donné pour objectif d'accélérer le processus d'intégration afin de parvenir à l'unité africaine. Dans les années 2000, la Libye de Kadhafi investit des milliards de dollars en Afrique afin de jouer un rôle majeur dans la transformation politique du continent. Mais de nombreux chefs d'État africains restent méfiants vis-à-vis de Kadhafi et de sa politique africaine. En octobre 2011, le Colonel est tué et son régime renversé par les insurgés soutenus par l'OTAN. L'effondrement de la Libye provoque une déstabilisation profonde des États du Sahel.

Le projet d'un « État islamique de l'Azawad »

La désintégration de l'État libyen après le renversement de Kadhafi, en 2011, permet aux djihadistes des principales organisations actives alors – AQMI, Ansar Dine, Mujao (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest), Al-Mourabitoun – de s'approvisionner en armes dans ce pays, de circuler librement et de prêcher dans les villages des pays voisins. De nombreuses vidéos sur Internet montrent comment les djihadistes entrent dans des villages et appellent les populations à se révolter et à les rejoindre au nom de l'islam : « Nous sommes musulmans pas peuls, toucouleurs,

bambaras, touaregs, etc. », clame les combattants djihadistes. En parallèle, des combattants touaregs, renforcés par le retour dans le nord du Mali de soldats touaregs surarmés au service du régime de Kadhafi, forment, en novembre 2011, le MNLA, une organisation laïque qui ambitionne de réaliser l'indépendance de l'Azawad*. Entre janvier et mars 2012, les groupes djihadistes et le MNLA prennent le contrôle de plusieurs villes. La défaite de l'armée malienne provoque un coup d'État : le président Amadou Toumani Touré est renversé par l'armée le 21 mars 2012 et plonge un peu plus le Mali dans le chaos. Le 6 avril 2012, le MNLA proclame l'indépendance « pleine et entière de l'Azawad ». Après plus d'un demi-siècle de révoltes (rébellion de 1963-1964 ; rébellion de 1990 à 1996 ; rébellion de 2007 à 2009) contre le pouvoir central à Bamako, les Touaregs réalisent le « rêve d'un État entre le Sahara et le Sahel⁴ ».

Fin avril 2012, des négociations commencent sur l'organisation de l'administration de l'Azawad entre des représentants du MNLA et du groupe djihadiste Ansar Dine, dirigé par un célèbre Touareg, Iyad Ag Ghali. Il est « l'un des principaux leaders des rébellions touaregs des années 1990 et 2006 » et ambitionne de fédérer à travers le djihad les « Touaregs et les autres communautés de l'Azawad », souligne l'universitaire Adel Bencherif⁵. « Deux semaines avant de prendre le contrôle de Kidal, il avait déclaré dans une vidéo que

* Le MNLA est né à Kidal en 2011, de la fusion du Mouvement national de l'Azawad (MNA) et du Mouvement touareg du Nord Mali (MTNM).

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

son mouvement Ansar Dine – “défenseurs de la religion”, en arabe – se battait pour imposer la sharia dans l’Azawad. »

Le 26 mai 2012, un « protocole d’entente » est signé par les deux organisations, mais il est aussitôt dénoncé et remis en question par des membres du MNLA qui s’opposent à l’instauration d’un « émirat islamique ». En effet, comme le montre le document trouvé à Tombouctou par RFI (Radio France International) et *Libération*, ces négociations entre les laïcs du MNLA et les djihadistes d’Ansar Dine masquaient la stratégie de contrôle de l’Azawad par l’émir d’AQMI, Abdelmalek Droukdel, réfugié dans son fief de Kabylie en Algérie. Celui-ci cherche à créer un « État islamique de l’Azawad », projet considéré « comme d’une grande importance ». Afin de ne pas provoquer la réaction des grandes puissances qui « veulent entraver la création d’un État islamique de l’Azawad », il a laissé les laïcs du MNLA jouer les premiers rôles dans la libération de ce territoire. Mais tous les émirs des groupes djihadistes ne l’entendent pas comme cela : ils veulent imposer la sharia, obliger les femmes à porter le voile, leur interdire de se promener, corriger les péchés par la force, détruire les mausolées. Droukdel précise : « Notre projet islamique dans la région de l’Azawad est comme un nouveau-né qui doit passer par des étapes avant de grandir. Nous voulons vraiment que ce bébé grandisse dans ce monde truffé d’ennemis puissants et prêts à l’achever⁶. » Il dénonce la précipitation de ces lieutenants dans l’application de la sharia : « L’expérience, dit-il, a prouvé que l’application

de la sharia sans en calculer les conséquences repousse les populations et les pousse à refuser la religion et à détester les moudjahidines. » Il faut au contraire « rapprocher la population de l'Azawad [...] débiter par la prédication, les prêches et l'enseignement [...]. Nos frères doivent œuvrer pour appeler ces composantes (les tribus, mouvements locaux) à l'islam de manière apaisée, sage et sans provocation, car ce peuple qui vit dans le désert se comporte de manière instinctive. C'est un peuple qui combat par fanatisme tribal ou pour éliminer l'injustice que les Maliens lui font subir. Notre objectif commun et notre devise générale devraient être l'élimination de l'injustice que subissent les musulmans persécutés et d'asseoir la religion⁷ ». Le projet AQMI se heurte au refus du MNLA de voir l'Azawad devenir une province d'Al-Qaïda.

En juin 2012, des combats violents opposent les combattants du MNLA à ceux d'Ansar Dine et du Mujao. Le MNLA est défait, il est chassé de Gao puis de Tombouctou. L'Azawad est sous le contrôle exclusif d'AQMI. Le rêve d'un État touareg laïc se transforme en cauchemar : les groupes djihadistes administrent les villes de cette région jusqu'en janvier 2013. La conquête de l'Azawad par les djihadistes est une surprise stratégique qui interpelle notre incapacité à anticiper une menace sous-estimée tout au long de la décennie 2000. En effet, les groupes djihadistes essaient en Afrique du Nord et au Nigeria depuis quinze ans. Mais, pour beaucoup d'observateurs, la menace djihadiste dans le Sahel relevait du « mythe » ou de celui de l'« invention »

L'AFRIQUE, LE PROCHAIN CALIFAT ?

dans le cadre des théories du complot par les puissances occidentales. Dans les multiples scénarios pour penser le futur de l'Afrique subsaharienne, très peu imaginaient celui d'une présence djihadiste dans ces régions. En somme, l'idée que les frontières et les régimes politiques des États issus de la décolonisation puissent être remplacés par des émirats islamiques relevait de l'impensable et de l'inimaginable.

D'où viennent-ils ?

Une grande partie des combattants d'AQMI sont issus des groupes djihadistes algériens, en particulier du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)⁸. Ils débordent au Sahel à la suite de leur défaite en Algérie au cours de la décennie 1990. Durant cette période des groupes djihadistes, le GIA et l'AIS (Groupe islamique armé et Armée islamique du Salut) ambitionnent de renverser le régime algérien et d'instaurer un État islamique. Les émirs de ces groupes mènent une guerre sans merci contre les forces de sécurité et les fonctionnaires de l'État. Des massacres de civils provoquent un climat de terreur et forcent des centaines de milliers de familles à fuir les campagnes pour trouver refuge dans les villes. L'armée algérienne déclenche une « guerre totale » dans le but d'éradiquer ces groupes djihadistes. Ce conflit dure dix ans, il fait plus de 150 000 morts et se traduit par la victoire de l'armée. En 1996, l'AIS accepte de